

DE L'AGRICULTURE AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RD CONGO

QUELLES PERSPECTIVES POSSIBLES ?

Introduction

Heureux Joseph
MPANZU MABIALA,
Doctorant à
l'Université
Catholique du
Congo (UCC).
mabialadeline@
gmail.com

Le développement a sa source dans le désir du bonheur qui habite tous les êtres humains. Ce désir du bonheur est inhérent à la nature humaine. Ce qui nous permet de dire que tous les peuples sont appelés au *développement*. Mais le développement n'est pas une « *génération spontanée* ». Il arrive par le travail. Il faut de l'ingéniosité et une volonté intrépide pour produire le niveau de vie qu'on appelle *développement*¹.

Aujourd'hui en Afrique, l'émergence économique est un terme en vogue. Lorsqu'on suit les différents médias continentaux, les programmes de sociétés des acteurs politiques africains sur leurs pays respectifs se rapportent tous à l'« émergence économique », et ce, dans des horizons temporels bien déterminés². Le terme paraît bien se vendre aux publics, et dans certains pays africains, il fait déjà l'objet de publications des documents stratégiques. Aucun pays ne veut rester en arrière. La différence s'observe seulement au niveau des horizons temporels³.

Ce faisant, les ambitions de la RD Congo, comme la plupart des pays africains, sont aussi celles d'atteindre l'émergence économique d'ici quelques décennies afin de déboucher au développement. Mais il convient de savoir la stratégie ou les mécanismes d'atteinte de cet objectif. D'où, la nécessité d'opter pour une approche de diversification économique est une piste qu'il convient de prendre en compte pour envisager une

1 Mathieu MUSUA MIMBARI, « Considérations philosophiques sur l'émergence de la RDC », in *RDC et émergence économique à l'horizon 2030 : conditions et préalables*, (2019), p. 98.

2 DODO ISHA, « L'émergence de la RDC : analyse de l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance », in *RDC et émergence économique à l'horizon 2030 : conditions et préalables*, (2019), p. 125.

3 Si pour les pays tels que la Côte d'Ivoire, l'horizon temporel est 2025, la RD Congo projette son émergence à 2030. De leurs côtés, le Gabon a pris son rendez-vous pour 2025, le Sénégal 2035 et le Congo-Brazza 2025.

croissance économique soutenue, durable, multidimensionnelle⁴, résiliente aux chocs extérieurs et profitable à tous.

La question qu'on est en droit de se poser est celle de savoir dans quels secteurs clés il faudrait mettre l'accent pour accélérer cette diversification. L'agriculture semble bien répondre à cette problématique. Elle est un puissant outil de contribution de façon importante à l'économie nationale et ce, tant au niveau de l'emploi que du PIB et à la sécurité alimentaire des populations. Elle est aussi ce secteur à forte intensité de main d'œuvre servant de tremplin solide et permettant au Congo, avec ses multiples potentialités, de faire un véritable bond avec une croissance qui puisse déclencher les mécanismes d'un développement socio-économique véritable.

Cet article rappelle en quoi l'agriculture non seulement peut, mais doit être mobilisée comme un levier efficace de développement, tout particulièrement pour notre pays la RD Congo. En dehors de l'introduction et de la conclusion, notre communication est centrée sur quatre points : le premier présente un panorama de la littérature relative à l'agriculture ; le deuxième retrace la problématique de l'agriculture en RD Congo ; le troisième les vertus de l'agriculture congolaise ; et enfin, le quatrième point montre les perspectives possibles à exploiter.

1. Aperçu littéraire relatif à l'agriculture

Les discussions sur les stratégies de développement ont profondément modifié les analyses de la croissance agricole. On entend par là que de plus en plus d'économistes rejettent la responsabilité de l'échec des stratégies de développement dans le tiers-monde sur des théories qui avaient prôné l'industrialisation à marche forcée et s'étaient rendues coupables d'une ignorance quasi-totale de l'importance stratégique de l'agriculture dans la croissance économique⁵.

Depuis peu, avec les préoccupations naissantes concernant la production alimentaire durable, la sécurité alimentaire qui affectent de nombreux pays, on commence à prôner et à promouvoir le développement orienté vers l'agriculture. On a découvert que le développement de l'agriculture est un élément essentiel de la croissance économique des nations⁶. Les pays en développement particulièrement ont revu leurs stratégies de développement en reconsidérant le potentiel que pourrait engendrer le secteur agricole comme étant un pilier de relance et de maintien d'une croissance économique durable.

4 Venance OPANGA, « L'inclusivité sociale de la croissance économique en République Démocratique du Congo de 2009 à 2016 : Mythe ou réalité », in *RDC et émergence économique à l'horizon 2030 : conditions et préalables*, (2019), p. 53.

5 Cf. Alain MOUNIER, *Les théories économiques de la croissance agricole*, Paris, Édition Cedex 1992.

6 Karlyma BALTIMORE, « Le développement durable basé sur l'agriculture », in Association of Caribbean States, consulté et lu sur *acs-aec.org.*, le 25/10/2021 à 8h34.

Abondant dans le même sens, Peter Timmer insiste sur la nécessité d'investir dans l'agriculture, en particulier aux premiers stades du développement⁷ d'un pays. Walt Rostow affirme que nombreux étaient les pays qui avaient accédé à leur développement grâce au progrès entrepris dans le secteur agricole et à l'amélioration de ses performances⁸. Baïroch pense quant à lui que « la révolution industrielle est avant tout une révolution agricole qui, dans les sociétés où elle s'est produite, a permis de susciter un développement sans précédent du secteur industriel et minier »⁹.

Johnston et Mellor établissent les effets de liaison ou d'entraînement par lesquels tout point de croissance agricole se multiplie dans l'économie toute entière¹⁰. Hervé Bichat conclut que l'agriculture restera longtemps et pour de nombreux pays le moteur le plus solide du développement »¹¹. Et comme les physiocrates, avec « Quesnay » comme chef de file, dans son célèbre « *Tableau économique* », nous soutenons que « la terre est la source de toute richesse »¹².

2. Problématique de l'agriculture en RD Congo

La problématique de la croissance du secteur agricole comme levier principal du développement socio-économique de la RD Congo nécessite une réflexion bien approfondie. En effet, le potentiel Agricole Congolais est unanimement reconnu comme étant considérable. Avec une superficie cultivable estimée à 80 millions d'hectares, le pays a vocation de devenir le grainier de l'Afrique, avec possibilité de nourrir environ plus de 2 milliards d'individus, voire tout le continent même si la population venait à augmenter selon les études¹³.

Paradoxalement, le secteur minier demeure le principal moteur de la croissance économique en RD Congo. Ses bienfaits sont surestimés au détriment du secteur agricole, accentuant ainsi notre dépendance extérieure. Principalement basée sur la prépondérance des produits miniers dans les exportations, notre économie est profondément extravertie. Par conséquent, l'économie est exposée à la volatilité des cours mondiaux ; d'où sa vulnérabilité face aux chocs exogènes. Cette vulnérabilité rend en effet précaires et insuffisants les résultats des différentes réformes entreprises face aux défis nationaux.

7 Peter TIMMER, *Agriculture and Pro-Poor Growth : An Asian Perspective*. Disponible sur SSRN : <http://ssrn.com>, posté le 31 mars 2008, consulté le jeudi 24 juin 2021 à 13h44.

8 Walt ROSTOW, *Les étapes de la croissance économique*, Paris, édition Seuil, 1970.

9 Paul BAIROCH, *Le tiers monde dans l'impasse*, 3^e édition, Paris, Gallimard, 1992.

10 B. JOHNSTON et J. MELLOR, *The role of agriculture in economic development*, American Economic Review, 1961.

11 Hervé BICHAT, *Et si l'agriculture sauvait l'Afrique*, éditions Quae, 2012, p. 8.

12 Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Économie de l'environnement et du développement durable*, de Boeck 2010, p. 12.

13 Cf. INS.

Par contre, le développement axé sur le secteur agricole a le mérite, d'une part, de la consolidation des bases de l'économie et la stabilité macroéconomique en vue d'améliorer les perspectives de croissance qui passeront par l'accélération de la diversification à travers l'agriculture pour une croissance soutenue, inclusive et résiliente¹⁴, et d'autre part, de résoudre le problème de l'emploi et prévenir l'accroissement démographique. Mais les multiples contraintes d'ordre institutionnel, macro-économique, politique, technique et organisationnel minent son développement. Plus explicitement :

(i) *la difficulté d'accès aux marchés* causée par l'arrêt de la coopération structurelle depuis le début des années 90, le manque des ressources nationales et les dégâts causés par les conflits et l'instabilité politique ayant conduit à la destruction quasi complète de l'ensemble des infrastructures rurales (infrastructures de production, voies de dessertes agricoles et circuits d'approvisionnement en intrants et d'écoulement des produits) ;

(ii) *la gouvernance du secteur* essentiellement liée à une instabilité institutionnelle qui caractérise ce secteur et à des dysfonctionnements de divers ordres qui pénalisent les acteurs engagés dans la production, la transformation et la commercialisation (tracasseries administratives et policière, faible définition des rôles et responsabilités, absence de texte légaux devant régir le secteur, faible capacité de planification, de coordination et d'intégration des actions) ;

(iii) le financement *du secteur* essentiellement situé à trois niveaux : allocation budgétaire (+/- 2% l'an), la rareté d'investissements privés dans le secteur depuis la zaïrianisation et les pillages successifs, les difficultés d'accès aux crédits bancaires en milieu rural et aux intrants.

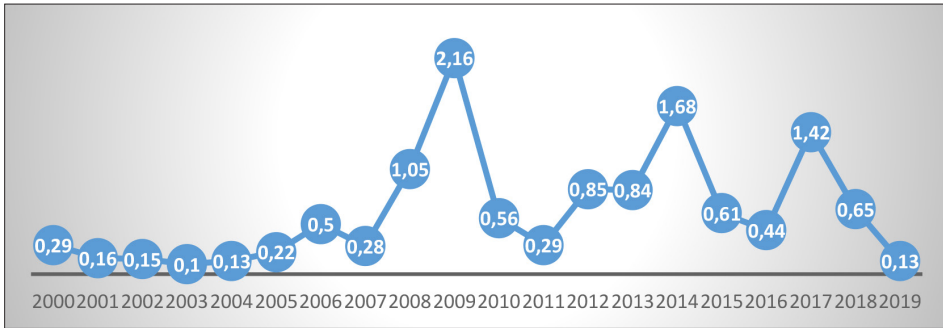
Tableau 1 : Part du budget en % allouée au secteur agricole

2000	0,29	2010	0,56
2001	0,16	2011	0,29
2002	0,15	2012	0,85
2003	0,1	2013	0,84
2004	0,13	2014	1,68
2005	0,22	2015	0,61
2006	0,5	2016	0,44
2007	0,28	2017	1,42
2008	1,05	2018	0,65
2009	2,16	2019	0,13

Source : Banque centrale du Congo

14 Nations Unies, *Plan cadre de coopération des Nations unies pour le développement durable*, p. 7.

Graphique 1 : Évolution du budget agricole en %



Source : Graphique élaboré sur base du tableau 1

Il résulte du tableau 1 et du graphique ci-hauts qu'un très faible pourcentage budgétaire est alloué à l'agriculture dont la moyenne est de 0,99% pendant les années sous analyse avec une tendance baissière.

(iv) enfin, *la faible production* suite aux techniques archaïques. Cette production souffre des difficultés d'approvisionnement en intrants de qualité, d'absence de techniques et d'outils modernes et du peu d'organisation des agriculteurs, la dégénérescence du matériel végétal et l'absence de diffusion de technologies innovantes prenant en compte l'adaptation aux changements climatiques. Au niveau de la recherche, les interventions et actions dans le secteur restent limitées, tout comme les ressources réservées au secteur¹⁵.

Eu égard à ce qui précède, il y a lieu de comprendre que bien que proclamée « priorité des priorités » depuis des décennies, l'agriculture congolaise semble être négligée tant par le peuple congolais que par son gouvernement. Et cette négligence a conduit à la faible productivité du secteur, au faible rendement et au faible taux de couverture des besoins alimentaires.

Ainsi, les actions menées dans ce secteur, notamment plusieurs programmes, plans, projets et actions, sont minées par des contradictions internes graves. Elles ont été réalisées successivement, voire concomitamment ou parallèlement, sans résultats réels et palpables tant dans l'amélioration des services agricoles que dans celle du niveau de vie des paysans. D'où le malaise persistant dans la gestion de ce secteur : *l'absence de vision claire*.

En effet, l'on navigue à vue, en passant d'un plan à un autre à chaque remaniement ministériel, sans respect du principe de la continuité du service public, et sans que l'on n'ait procédé à l'évaluation des précédents plans et tirer des conclusions importantes. D'où le qualificatif d'« *interventions intempestives* », car après toute une litanie de plans, le constat reste le même : *Pas d'évolution*. En outre, ces cadres d'interventions mis en œuvre

15 Stratégie sectorielle de l'agriculture et du développement rural, p. 22.

ont été *très dépendants des appuis des partenaires extérieurs* et n'ont pas eu des *systèmes de suivi adéquats* et leur évaluation est demeurée par conséquent lacunaire¹⁶.

À la suite de l'exode rural et agricole qui dépeuplent les villages de personnes actives et dynamiques, il se pose le problème de « *main d'œuvre au niveau de l'exploitation agricole* ». Ce mouvement migratoire¹⁷ ayant pour cause, entre autres, la succession de mauvaises récoltes et l'enclavement des villages qui demeurent coupés du reste du monde, provoque le vieillissement de la population agricole qui ne trouve pas de remplaçants. Le désintérêt des jeunes au travail de la terre devient de plus en plus important et inquiétant, car, à leurs yeux, l'agriculture est appauvrissante et les agriculteurs sont pauvres¹⁸.

La pauvreté, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et le manque d'opportunité d'emploi sont omniprésents dans nos campagnes ... les paysans, dont la survie est menacée sous l'effet, notamment, de la raréfaction des ressources naturelles et de la stagnation des rendements agricoles, disposent de peu de possibilités de reconversion effective vers d'autres activités rurales ou urbaines.

3. L'agriculture congolaise et ses vertus

En général, le secteur agricole présente des enjeux majeurs permettant non seulement un décollage des économies faibles et fragiles, mais également d'avoir une incidence significative sur la réduction de la pauvreté et l'ouverture d'une voie menant vers l'industrialisation. Paul Bairoch (1970), René Dumont (1975) et Robert Badouin (1967)¹⁹, dans une synthèse particulièrement remarquable, sont arrivés à dégager, dans le processus de la croissance économique, trois fonctions essentielles du secteur agricole à savoir : les rôles de *lancement*, de *financement* et d'*ajustement* de la croissance économique.

3.1. Agriculture et rôle de lancement de la croissance économique

Le développement agricole est un instrument devant soutenir la croissance économique. L'agriculture sert de catalyseur afin de stimuler la croissance des activités commerciales, industrielles, bancaires, etc. En effet,

16 Stratégie sectorielle, *op. cit.*, p. 17.

17 « *Une Afrique rurale en mouvement* », Publié par l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et le centre de coopération internationale en recherche organique pour le développement, 2018, p. 5

18 Jean-Marie COUR, « Peuplement, urbanisation et développement rural en Afrique Sub-Saharienne : un cadre d'analyse démo-économique et spatial », in *AFRIQUE CONTEMPORAINE*, (Juin 2008) p. 363 à 401.

19 Cf. Heureux Joseph MPANZU MABIALA « La faillite du secteur agricole en RD CONGO : Perspective d'une restructuration », Dissertation de DEA en Économie et Développement/UCC (2021), inédit.

l'accroissement du volume de production agricole est un inducteur d'activités nouvelles : commercialisation, transport, conditionnement ; et avec le temps, l'augmentation du volume d'approvisionnement et sa régularité peuvent contribuer à l'apparition des industries de transformation. L'expansion de l'agriculture contribue à briser le cercle vicieux du sous-développement considéré comme une raison fondamentale du blocage de l'époque et du revenu des économies sous-développées.

3.2. Agriculture et rôle de financement de la croissance économique

Tout processus de développement implique l'existence d'une épargne disponible. Celle-ci peut provenir soit d'un recours à l'extérieur du pays soit d'un financement interne. L'épargne importée a beaucoup d'exigences et surtout d'inconvénients mettant ainsi le pays demandeur sous la dépendance extérieure. Ainsi, beaucoup de pays préfèrent axer leurs efforts sur le financement interne. Une telle option revient à miser pour la plupart de cas sur le secteur agricole comme source principale de l'épargne.

En outre, l'instauration d'un chaînon entre l'agriculture et l'industrie est fort connue en tant que facteur stimulant l'interdépendance entre les deux secteurs. Et pourtant, elle est aussi source importante de financement du développement économique, aspect souvent peu traité voire ignoré. En effet, les impulsions qui en résultent font de l'agriculture un secteur performant dont l'incidence sur les possibilités de financement peut être observée à partir de l'effet d'achat de produits et l'effet de l'économie de devises. Le secteur agricole devient ainsi l'activité sur laquelle il sera prélevé des moyens nécessaires à la création des conditions devant favoriser et stimuler l'implantation d'autres activités.

3.3. Agriculture et rôle d'ajustement de la croissance économique

Le rôle d'ajustement constitue une fonction aussi importante que les deux précédentes de par les équilibres qu'il permet d'établir, sans lesquels tout effort lors de l'accession au développement serait voué à l'échec. Tout processus du développement exige, lors de la première phase, un accroissement alimentaire dû à l'amélioration du revenu des populations bénéficiaires des avantages du développement. Ceci est surtout lié à l'état de pauvreté des pays sous-développés.

Par ailleurs, l'économiste Kuznets (1964)²⁰, quant à lui, distingue quatre voies par lesquelles l'agriculture concourt au développement économique :

Les produits

L'agriculture subvient au besoin le plus important de l'homme : *l'alimentation*. Évidemment, bien que tous les produits alimentaires ne

20 Cf. Jacques BRASSEUL, Cécile LAVRARD-MEYER, « L'agriculture et le développement » in *Économie du Développement*, (Février 2016) p. 281 à 321.

soient pas agricoles, il existe tout de même un lien très étroit entre produits alimentaires et produits agricoles. La ration alimentaire d'un individu étant un indicateur direct de son bien-être, elle peut expliquer de façon indirecte ses aptitudes et capacités au travail. L'agriculture alimente également d'autres secteurs, notamment l'industrie des matières premières dont elle a besoin.

Le marché

Un secteur agricole productif fournira des produits bon marché ; d'où une amélioration du niveau de rémunération réel et une possibilité d'accumulation pour les autres secteurs. Le secteur agricole peut constituer une demande des biens industriels et des services. Une amélioration de la productivité de ce secteur devrait permettre l'amélioration des revenus du monde paysan et, par conséquent, l'accroissement de leur consommation. Le secteur agricole peut ainsi faciliter l'émergence de nouveaux débouchés pour les industries.

Les devises et réserves de change

Certes, l'offre de produits alimentaires peut provenir des importations sans que le secteur agricole n'y contribue énormément. Mais dans les premières phases du développement, les économies manquent d'assez de ressources financières. Aussi le secteur agricole doit-il produire abondamment, surtout des denrées autrefois importées, pour permettre l'économie de devises qui pourraient être affectées à d'autres investissements. Dans un contexte où l'activité agricole est importante, l'exportation de produits agricoles est une source de devises pour l'économie. Ces devises peuvent servir à l'importation des machines et matières premières dont a besoin l'industrie pour se développer.

Facteurs de production

La théorie du « *capital humain* » développée, entre autres, par Schultz et Becker²¹ présente la composante santé de l'individu comme un élément contribuant à augmenter sa productivité. La faim, la pauvreté, le dénuement, la misère, les maladies, la malnutrition et la sous-alimentation... étant autant considérés comme un fléau affectant la dignité, la personnalité, l'intégrité morale et physique de l'homme²². De même que l'agriculture fournit aux autres secteurs ses produits, il fournit aussi le surplus de sa main d'œuvre. D'ailleurs depuis toujours la notion de surplus de la main d'œuvre a été au centre du développement de l'impact de l'agriculture sur le reste de l'économie.

21 Gary STANLEY BECKER, « Human capital : A theoretical and Empirical Analysis » in *The University of Chicago Press*, (1993) p. 16.

22 Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE, *Le développement rural en RD Congo : quelles réalités possibles*, L'Harmattan, 2020, p. 11.

Dans sa capacité à contribuer à la formation du capital, il s'avère que dans les premières phases du développement économique, les besoins en capital sont immenses pour le pays. En ce moment, il y a nécessité de capitaux pour la création directe d'emplois non agricoles par la construction d'usines et par l'acquisition de machines. Ces capitaux peuvent provenir de trois sources : *l'aide étrangère, les investissements étrangers et l'épargne nationale*. Les deux premières sources ont l'avantage d'apporter des capitaux importants sans peser sur la consommation intérieure.

Mais, dans le cas particulier de l'aide, elle peut être assortie de restrictions politiques et économiques désavantageuses mettant à mal l'indépendance du pays. L'investissement étranger quant à lui nécessite, pour une grande efficacité, le développement au préalable des infrastructures (routes, communication, énergie). Un pays à faible revenu, décidant de moins solliciter l'aide étrangère, devra ainsi faire appel à ses ressources propres notamment son secteur agricole qui est prépondérant.

Pour créer ces ressources, on distingue quatre formes par lesquelles l'agriculture peut contribuer à la formation du capital : *taxation des bénéfices agricoles, modification des termes de l'échange, compression des investissements dans l'agriculture et le marché rural des biens industriels*.

4. Quelles perspectives possibles ?

Les approches des décennies antérieures se sont montrées défaillantes et, par voie de conséquence, ne correspondent plus aux défis de la République en ce début du XXI^{ème} siècle : *l'atteinte de l'équilibre alimentaire d'ici 2025, devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2030 et émergent en 2050*. Plus rien ne se fait comme avant. Les enjeux et les attentes de ceux qui veulent exercer le métier d'agriculteur ont changé, tout comme les besoins des consommateurs et les espoirs des citoyens.

Il convient, en effet, de sortir des sentiers battus et d'imaginer des solutions innovantes en rupture avec les manières de faire qui ont conduit à la situation actuelle. Lesdites solutions devront, d'une part, départager les rôles et responsabilités de l'ensemble des acteurs du secteur agricole, à savoir *l'État, le secteur privé agro-industriel et les ménages agricoles*, et, d'autre part, mettre particulièrement l'accent sur les piliers de relance de ce secteur.

Nous proposons ici une approche « *globale et pragmatique* », prenant appui sur des mécanismes éprouvés pour l'accompagnement efficace du secteur agricole avec une profonde modification des approches et stratégies de son développement. Elle s'insère dans un continuum logique, faisant le lien entre, d'une part les problèmes et contraintes du secteur agricole mis en lumière par le Bilan-Diagnostic et, d'autre part les solutions à envisager

pour répondre à ces contraintes. Cette proposition peut être considérée comme une *Note d'Orientation Stratégique* du Secteur.

En effet, l'idée selon laquelle le développement du secteur agricole a un impact significatif et considérable sur la production alimentaire nationale, la sécurité alimentaire, la réduction de la dépendance à l'égard des importations d'aliments et le bien-être économique et social en général, est un truisme. Car il est difficile de concevoir un développement durable qui ne laisse une place déterminante à l'agriculture.

C'est pour cette raison même que les questions de production d'aliments, de politiques de développement de l'agriculture et de sécurité alimentaire sont généralement placées au premier rang de la « liste de priorités ». Ce qui fait de l'agriculture un secteur important dans la plupart des pays vu la diversité de l'économie qui s'est produite ces dernières décennies, outre l'émergence et la croissance d'autres secteurs tels que le tourisme et les services professionnels.

L'expérience et l'observation montrent bien que la croissance et le développement ne dépendent pas des ressources naturelles disponibles, mais plutôt des politiques publiques et des choix opérés par des acteurs économiques, de la volonté politique et de la détermination des dirigeants à travailler pour changer le cours des choses. La situation actuelle de la RD Congo démontre que la lutte contre la pauvreté, qui y est largement répandue, particulièrement en milieu rural, passe par la relance du secteur agricole.

Pour ce faire, cette relance nécessite une nouvelle modélisation du secteur couplée d'une vision marquée d'une approche globale, pragmatique, multiforme, multidimensionnelle, multifonctionnelle et multi modale qui débouche à une modernisation agricole. Mais avant tout, il convient de signaler que le développement agricole a des préalables qui dépendent essentiellement de l'action de l'État. Nous insistons ici sur trois principaux préalables :

(i) D'abord *la sécurité publique* car des guerres en tout temps et de tout genre entraînent un effondrement de la production agricole ; (ii) ensuite *un système monétaire performant* car la production agricole ne peut se développer que si elle s'inscrit dans un système monétaire stable et couvrant des territoires suffisamment étendus. Si la monnaie est trop faible, cela favorise les exportations agricoles, alors que les facteurs de production importés deviennent très coûteux. Si au contraire la monnaie est trop forte, la production locale a beaucoup de difficulté pour concurrencer les produits alimentaires importés. C'est pourquoi le système monétaire doit être en équilibre avec les performances de l'économie qu'il supporte ;

(iii) et enfin *un réseau de transport opérationnel*. Il n'y a pas d'agriculture performante sans la possibilité de faire venir quelques facteurs de

production et d'écouler les surplus de la production. Tous ces préalables sont indispensables pour que les paysans (agriculteurs) puissent tirer un juste revenu du travail agricole.

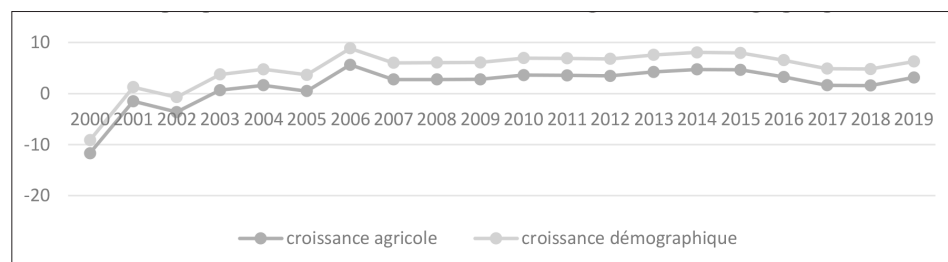
Toutefois, une des conditions pour que l'agriculture contribue efficacement à la croissance économique d'un pays, notamment à l'enrichissement des producteurs les plus pauvres, demeure *la qualité de la transmission des prix et la répartition de la valeur ajoutée* au sein de la chaîne de commercialisation ; l'élément central des modèles de développement expliquant le rôle de l'agriculture sur la croissance étant la notion de *surplus* généré dans le secteur agricole.

Tableau 2 : Croissance agricole versus croissance démographique

Années	Croissance agricole	Croissance démographique	Années	Croissance agricole	Croissance démographique
2000	-11,7	2,55	2010	3,614	3,33
2001	-1,507	2,77	2011	3,572	3,34
2002	-3,634	2,94	2012	3,453	3,34
2003	0,664	3,07	2013	4,246	3,33
2004	1,61	3,15	2014	4,74	3,32
2005	0,482	3,18	2015	4,657	3,3
2006	5,638	3,22	2016	3,26	3,28
2007	2,763	3,26	2017	1,61	3,26
2008	2,773	3,29	2018	1,574	3,23
2009	2,781	3,32	2019	3,14	3,14

Source : World Development Indicators

Graphique 2 : La tendance de la croissance agricole et démographique



Source : World Development Indicators

Le tableau 2 et le graphique ci-haut démontrent que la croissance démographique évolue plus proportionnellement que celle agricole en RD Congo. Mieux, la production agricole n'est pas parvenue à suivre la croissance démographique, ce qui peut être à la base du problème de nourriture que nous connaissons. En moyenne, pendant les années sous

analyse, la croissance agricole se lève à 1,6% l'an contre celle démographique à 3,18% l'an.

Par ailleurs, pour moderniser une agriculture, il faut également améliorer la formation des agriculteurs, rénover les infrastructures, rationaliser les systèmes d'approvisionnement en facteurs de production et de commercialisation... Mais il n'est pas possible de s'engager dans le développement agricole sans prendre en compte les questions de nutrition et de santé, la formation des femmes, l'éducation des enfants.

4.1. L'animation rurale et la vulgarisation agricole

La plupart des programmes de développement rural expérimentés jusqu'ici ont connu des échecs parce qu'ils ont été faits sans consultation ni implication des bénéficiaires. Alors qu'il est connu que toute amélioration des conditions de vie entraîne souvent des bouleversements des habitudes, des us et coutumes dans les milieux ruraux.

De façon simple, l'animation rurale s'entend être un processus, mieux une méthode qui consiste à amener les habitants d'une communauté rurale ou d'un village à identifier leurs problèmes, à les analyser, à proposer des solutions, à mobiliser les ressources locales nécessaires, en vue de promouvoir le changement des conditions dans la communauté concernée.

Penser améliorer la production agricole signifie aussi mettre l'homme paysan²³ au centre de toute action. C'est-à-dire qu'il faut d'abord penser à lui, l'écouter et faire de lui l'acteur clé du développement. Actuellement il fait tout : cultures vivrières, cultures industrielles ou commerciales, entretien des tronçons de route (pour que les rares produits pharmaceutiques lui parviennent), réfection de la toiture de sa maison, etc... Mais, que possède-t-il comme moyen de production ? Dans quelles conditions sanitaires et matérielles vit-il ? Voilà une situation qui doit faire réfléchir les techniciens, les grands « *théoriciens* » et les décideurs²⁴.

En outre, l'animation rurale doit avoir une caractéristique proactive et axée sur les résultats. C'est-à-dire qu'elle doit induire l'amélioration durable des conditions de vie des paysans et l'appropriation par eux desdites initiatives. Ces précieuses initiatives doivent produire des mutations significatives dans leur vécu quotidien : la transformation sociale ou le changement réel. De façon pratique, la vulgarisation agricole et l'animation rurale doivent accompagner les acteurs agricoles dans l'aménagement des champs, la fertilisation des sols, le choix des meilleures variétés et souches animales, la protection efficace des productions, les stockages, les transformations et la commercialisation.

23 Revue Africaine de la Démocratie et de la Gouvernance (RADG), *op.cit.*, p. 121.

24 Bonaventure MENGHO, « Prix agricoles, production vivrière paysanne et problème alimentaire au Congo », in *Crise agricole et crise alimentaire dans les pays tropicaux*, Brazzaville, édition du CNRS (1986), pp. 311-312.

Espérance Raoul, considérant l'animation rurale comme un précieux et véritable ferment du développement de la société, conclut que tant que le processus mental des décideurs et intellectuels ne ciblera pas la valorisation du monde rural comme objectif essentiel et fondamental de toute stratégie de développement, et en consacrant le budget de l'État de façon conséquente et pragmatique à cette fin, il n'y aura pas de changement à espérer²⁵. Par conséquent, le rêve de « pays émergent à l'horizon 2030 », auquel aspire la RD Congo, risquerait d'être utopique si on ne pose pas des actes de nature à considérer le monde rural comme acteur et bénéficiaire du développement.

4.2. La lutte contre l'exode rural et agricole

La modernisation agricole s'accompagne toujours de « *l'aménagement de l'espace rural* ». Ceci favorise l'ouverture de nouvelles zones de production et l'exploitation des terres supplémentaires afin d'augmenter la productivité agricole. Afin que ces nouvelles zones soient attractives et que s'y installent des dizaines de milliers de ménages agricoles, *une politique innovante d'aménagement de l'espace rural* devra mettre l'accent sur l'amélioration du cadre de vie par des infrastructures et des actions en matière d'hydraulique rurale, d'éducation, de santé et de désenclavement vers les zones de consommation.

Ces actions essentielles au maintien de la vivacité et de la productivité du milieu rural, viseront à sécuriser les ménages agricoles sur des exploitations familiales, contribuant ainsi à maîtriser et à stopper le phénomène de l'exode rural et ses effets néfastes sur l'évolution du monde rural et la production agricole. De plus, il convient de prendre ces initiatives en consultation régulière avec les forces vives du milieu, ONGD, OP, investisseurs, CARG, etc.

4.3. La gouvernance du secteur agricole

Le renforcement de la gouvernance dans le secteur agricole reste une condition essentielle et un défi majeur pour la *relance d'une agriculture multifonctionnelle, moteur de l'économie nationale*. Plusieurs ministères sont tellement impliqués dans cette gouvernance que les responsabilités se recoupent, naît une certaine confusion et de nombreuses priorités passent à travers les mailles du filet.

Tout juste conviendra-t-on que le défi auquel est soumis l'agriculture (équilibre alimentaire en 2025, l'émergence pour 2030 et le développement pour 2050) lui donne un caractère avec des enjeux nationaux appelant la collaboration de tous les ministères sectoriels et de tous les acteurs ayant une incidence sur elle. Il faut la mise en place d'un véritable schéma portant

25 Espérance Raoul IDIMI INOK, *La valeur de l'animation rurale : information-formation et transformation sociale*, 1^{ère} Édition UCAG-MINIDER, p. 1.

la « *Matrice de coordination des politiques de développement* » mettant en lumière les liens qui devront se tisser entre différentes structures de niveau national et provincial, afin d'amener les uns et les autres à converger vers l'enjeu national.

Pour y arriver, un parfait équilibre et beaucoup de cohérence doivent être de mise dans les actions des différents acteurs impliqués au niveau des politiques globales (gouvernance économique, infrastructures publiques, politiques sociales) et au niveau des politiques sectorielles (capital humain, capital foncier, capital technique, capital financier). Les engagements des partenaires techniques et financiers doivent être soutenus et renforcés dans leur mise en œuvre, en concertation permanente avec l'État et les autres acteurs de terrain.

4.4. L'efficacité des interventions agricoles

Pour que les interventions au niveau du secteur agricole se montrent efficaces, il faut déterminer la *vision* à matérialiser, les *objectifs* à poursuivre, les *axes stratégiques* sur lesquels miser et, enfin, les actions prioritaires qui vont animer chaque axe afin de l'opérationnaliser.

Bien entendu, la vision doit demeurer celle de moderniser l'agriculture pour améliorer sa productivité avec une approche globale et pragmatique. Nous croyons par contre que les objectifs sont appelés à être à la fois spécifiques (atteindre le seuil d'équilibre alimentaire, d'autosuffisance alimentaire, de sécurité alimentaire, de souveraineté ou d'indépendance alimentaire..., etc. qui sont tous les composantes de la « *résilience alimentaire* ») ; que global (soutenir l'économie par une croissance agricole qui débouche au développement socio-économique).

Les axes stratégiques sur lesquels agir doivent cibler les quatre piliers du secteur agricole. Il s'agit de la *production*, du *financement*, de la *formation et recherche*, et des *infrastructures*. À ces quatre, nous avons ajouté la dynamique foncière.

Les actions prioritaires pour l'axe de la production concernent l'exploitation de nouvelles terres et l'application d'une bonne politique d'aménagement du territoire au niveau de ces zones nouvelles pour sédentariser les paysans. Concernant le pilier financement, les banques, les IMF et les mutuelles doivent apporter des fonds aux producteurs par des prêts aux conditions permettant le retour sur investissement. Nous proposons également le système de garantie collatérale pour couvrir le risque de solvabilité des agriculteurs et pensons à la mise en place d'une banque agricole.

Au niveau du pilier recherche et développement, il est question d'alimenter suffisamment l'Institut National d'Études et de Recherches Agronomiques en ressources diverses et d'intensifier ses interventions et

actions au secteur. Quant aux infrastructures, nous revenons au fait que le territoire doit être bien desservi en infrastructures routières reliant les provinces entre elles. Ces infrastructures physiques vont ainsi servir de facteurs d'appui au développement agricole.

Néanmoins, bien d'autres aspects plus abstraits existent comme les systèmes juridiques qui protègent les droits de propriété de base, les droits de l'homme et l'exécution des contrats, le respect de l'ordre dans le secteur..., etc. auxquels il faut penser nécessairement.

Conclusion

L'importance de l'agriculture et l'état actuel des recherches en matière du développement permettent d'affirmer que depuis les temps anciens jusqu'à nos jours, l'agriculture constitue un socle indispensable dans le processus de la croissance économique et reste le pilier de tout développement. Elle exige juste des politiques agricoles cohérentes.

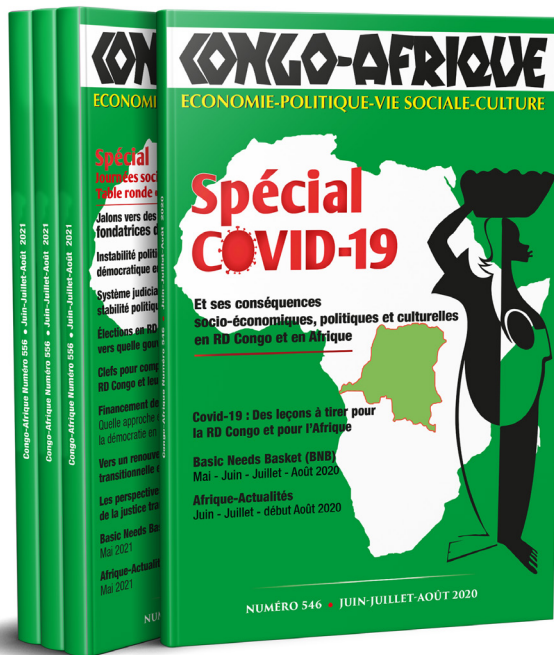
Elle peut constituer un ressort pour le soutien de la croissance économique à travers sa capacité reconnue de création d'emplois issue des connexions systémiques qu'elle entretient avec d'autres secteurs de l'économie. Elle peut également, et de manière soutenue, contribuer au financement du développement du pays à partir de l'épargne intérieure provenant de la vente du surplus agricole et des exploitations agricoles.

Certains observateurs, notamment la FAO, notent qu'une augmentation de 10% de la production agricole congolaise peut se traduire par une diminution de 7% de la pauvreté. De même, avec une allocation de 10% du budget national à l'agriculture, nous pouvons atteindre 6% à 8% de croissance sectorielle. Ce qui fera de l'agriculture ce dont tout le monde rêve : « *priorité des priorités* ». Dans ces mêmes conditions, lutter contre la faim et la pauvreté équivaldrait à soutenir les petits producteurs ruraux dans leurs efforts de production et de diversification des sources de revenus, pour leur permettre de s'auto-prendre en charge de manière viable et durable.

En définitive, les règles du commerce international ont changé et l'ère de la libéralisation prône un commerce fondé sur les avantages comparatifs. Au regard de nos richesses naturelles fabuleuses, nous sommes d'avis que l'avantage comparatif de la RD Congo se trouve aussi dans l'agriculture. C'est probablement, de toutes les activités économiques, celle dont le mauvais fonctionnement pourrait avoir les conséquences les plus désastreuses car « l'alimentation tend de plus en plus à devenir un bien stratégique, quasiment du même ordre que l'armement ». Ainsi, un pays dépendant des autres pour sa nourriture pourrait subir différentes pressions.

Assurément, le développement de la RD Congo se veut multiforme et qualitatif. Néanmoins, planifier le développement²⁶ devient ainsi synonyme de se fixer des objectifs réalistes et réalisables, dont l'atteinte devient tributaire d'un engagement contraignant à capitaliser les atouts que possède le pays et à pallier les déficits qui affectent sa bonne marche, comme le suggère Carlos Vainer²⁷. Le développement impose l'organisation, la mesure, la prévision et la culture.

Il nous faut, en effet, sortir d'une culture de slogans propagandistes pour penser le développement en termes de vision qui tient compte aussi bien des atouts dont dispose le pays que des contraintes auxquelles il est confronté. Toutefois, isoler l'agriculture des autres secteurs économiques n'a qu'une pertinence limitée dès lors qu'il s'agit de penser le développement dans son ensemble. Ce qui importe est de choisir, dans un panel varié, des modes de développement durables. ■



Disponibles dans nos différents points de vente et aussi en format PDF

26 Pascal SUNDI MBAMBI, « Lecture critique du Plan National Stratégique de Développement : vision de la RDC à l'horizon 2050 », in *RDC et émergence économique à l'horizon 2030 : conditions et préalables*, (2019), p. 82.

27 Carlos VAINER, *City of Exception : Reflections from Rio de Janeiro*, cours en ligne, Novembre 2012.